



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 mars 2010

## CONTENU

---

### Politique commerciale américaine

Obama dévoile une partie de la réforme sur le contrôle des exportations.....	1
L'USTR écarte la possibilité d'une conclusion du cycle de Doha en 2010.....	2

### Litige commercial

Le Brésil dévoile sa liste de produits américains sanctionnés.....	3
--	---

Études économiques et articles connexes .....	4
---	---

---

## Politique commerciale américaine

### *Obama dévoile une partie de la réforme sur le contrôle des exportations*

Le 11 mars dernier, dans le cadre de la conférence annuelle organisée par la Banque d'import-export des États-Unis, le Président Barack Obama a prononcé le premier d'une série de discours visant à clarifier l'*Initiative nationale pour les exportations* (INE). Le but de l'INE est de doubler les exportations américaines et de créer deux millions d'emplois au cours des cinq prochaines années à travers une approche holistique réunissant les différentes ressources de l'Administration concentrées dans la promotion des exportations<sup>1</sup>. En plus de réitérer les principaux objectifs de l'*Initiative*, le Président a fait part de deux aspects importants de la réforme sur le contrôle des exportations en cours. Les politiques de contrôle des exportations ont pour but de limiter la propagation de produits critiques relevant de la haute technologie ou à usage potentiellement militaire. Le processus de réflexion sur cette réforme a été entamé en août 2009 et est mené par un groupe de travail interministériel qui réunit les représentants de neuf Agences et Départements fédéraux. Les conclusions seront présentées dans les semaines à venir par le Secrétaire à la Défense, Robert Gates. Elle devrait assouplir les règles de contrôles et faciliter l'exportation de produits de haute technologie ou à usage militaire.

Premièrement, les procédures de contrôle sur l'exportation de produits de haute technologie utilisant des systèmes de cryptage seront simplifiées et grandement accélérées. Les systèmes de cryptages autrefois plus rares et considérés systématiquement comme des technologies à double usage (militaire et civil) sont aujourd'hui présents dans une vaste gamme de produits courants allant des processeurs aux téléphones cellulaires. Les entreprises qui désirent exporter un produit qui contient des systèmes de cryptage doivent fournir une demande écrite au Département du Commerce, afin de déterminer si l'émission d'un permis est nécessaire à leur exportation. Cette procédure peut prendre de 30 à 60 jours, sans compter le délai requis pour l'émission dudit permis. Le formulaire de demande sera dorénavant disponible en ligne et la réponse transmise à l'entreprise dans un délai de 30 minutes.

Deuxièmement, l'Administration harmonisera les règles concernant l'origine des entreprises importatrices de produits militaires et de leurs employés. Elle procédera par le fait même à un assouplissement des règles en place. Les entreprises qui souhaitent importer des marchandises militaires américaines doivent, selon les règles actuellement en vigueur, fournir au Département d'État et au Département du Commerce la liste de leurs employés en y indiquant leur

---

<sup>1</sup> Pour un résumé des principales mesures de l'INE, voir la Chronique commerciale américaine du 9 février 2010.



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 mars 2010

citoyenneté. Le formulaire du Département du Commerce exige que ne soit fournie que la plus récente citoyenneté obtenue, alors que celui du Département d'État exige que soit aussi indiquée la citoyenneté d'origine de tous les employés, ce qui peut entraîner des décisions contradictoires de la part des deux ministères. La règle plus souple du Département du Commerce s'appliquera à l'avenir facilitant les exportations de l'industrie militaire américaine.

« [La réforme sur le contrôle des exportations] concentrera nos efforts de contrôle sur nos produits les plus critiques, renforçant ainsi la sécurité nationale tout en améliorant la compétitivité de pans entiers de notre industrie de haute technologie. »

– Barack Obama, 11 mars 2010.

Ces annonces semblent confirmer que l'Administration penche en faveur des arguments des promoteurs d'une libéralisation des contrôles des exportations, principalement représentés par les groupes industriels de haute technologie. Les défenseurs d'une approche plus sécuritaire, dont les arguments sont incarnés par des laboratoires d'idées (*think tanks*) conservateurs, relèvent les dangers de piratage de technologies par les réseaux d'espionnage iranien ou chinois. Ils soulignent aussi qu'une diminution des permis équivaut à une diminution de la traçabilité de ces produits critiques.

Parmi les autres annonces du Président Obama, soulignons la signature de deux décrets présidentiels. Alors que le premier rénove le *Conseil Présidentiel sur les Exportations* (PEC ou *President's Export Council*), le deuxième décret vient officiellement créer le *Cabinet pour la Promotion des Exportations* (EPC ou *Export Promotion Cabinet*) annoncé lors du discours sur l'état de l'Union<sup>2</sup>. Le PEC, inactif depuis le départ de l'Administration Bush, est un groupe public-privé formé de dirigeants de grandes entreprises et de dix congressistes, chargé de la rédaction d'un rapport annuel sur l'élimination des barrières tarifaires et l'ouverture des marchés. Jim McNerney, directeur général de Boeing, a été nommé à la présidence du groupe. Il sera secondé par Ursula Burns, directrice générale de la compagnie Xerox.

Pour consulter le discours de Barack Obama à la conférence annuelle de la Banque d'import-export des États-Unis, le 11 mars dernier, voir : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-export-import-banks-annual-conference>

Source : Erik Wasson et Clayton Medford, « Obama Unveils Two Export Control Reforms, Gates To Roll Out Details Soon », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 10, 12 mars 2010, p. 1, 17-18.

### L'USTR écarte la possibilité d'une conclusion du cycle de Doha en 2010

Lors d'une entrevue, le 9 mars dernier, le Représentant américain pour le commerce, Ron Kirk, a confirmé de vive voix ce que tous les analystes soupçonnaient déjà depuis des mois, soit que les discussions entourant le cycle de Doha ne seront vraisemblablement pas complétées en 2010. Rappelons que le G20 s'était engagé lors de la réunion de Pittsburgh en septembre 2009 à mener à terme le cycle de

« *Considérant que nous essayons et échouons chaque année [à conclure le programme de Doha] depuis 3 ans, si le passé est garant de l'avenir, je ne sais pas si je miserais pour une conclusion cette année.* »

– Ron Kirk. 9 mars 2010.

<sup>2</sup> Pour plus de détail sur le rôle et l'agenda du *Cabinet pour la promotion des Exportations*, voir la voir la Chronique commerciale américaine du 9 février 2010.



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 mars 2010

Doha en 2010 dans le cadre de son plan de relance de l'économie. Malgré les pressions supplémentaires exercées depuis janvier sur les principaux participants par Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, tous semblent rester campés sur leurs positions, alors que de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer une pause dans les négociations.

Kirk a réaffirmé la position des États-Unis concernant l'ouverture des marchés agricoles. Les États-Unis exigent une plus grande ouverture de la part des États émergents en échange de l'abandon ou, du moins, de la diminution des subventions agricoles américaines, quitte à faire échouer les discussions advenant une ouverture jugée trop restreinte. Le Représentant américain pour le commerce a évoqué l'incapacité actuelle des États-Unis à prendre une quelconque initiative d'ouverture des marchés dans le cadre de l'OMC, au motif que la nomination de l'adjoint à Genève du bureau du Représentant américain pour le commerce, Michael Punke en tant que négociateur en chef de la délégation américaine lors des discussions de la ronde de Doha, est bloquée au Sénat depuis plus d'un an. Il a confirmé que l'approche actuellement privilégiée par l'Administration Obama était celle des discussions de type bilatéral.

Source : « Kirk Downplays Likelihood Of Successful Doha Conclusion In 2010 », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 10, 12 mars 2010, p. 8-9.

---

## Litige commercial

### *Le Brésil dévoile sa liste de produits américains sanctionnés*

Le 8 mars dernier, le Brésil a transmis à l'OMC la liste des exportations américaines visées par les augmentations de tarifs qui ont été autorisées dans l'Affaire DS267 : États-Unis – Subventions concernant le coton upland, présentée en 2002 par le Brésil à l'Organe de règlement des différends (ORD).<sup>3</sup> Rappelons que les États-Unis ont été reconnus coupables par l'ORD, en 2005, d'accorder des subventions et des garanties de prêts aux producteurs de cotons américains. Malgré une modification partielle des programmes de subvention, incluant l'abrogation du programme *Step 2* en 2006, l'ORD a jugé que la conformité des États-Unis à son jugement n'était que partielle et a accordé en décembre 2007 le droit au Brésil d'imposer des droits de douane annuels supplémentaires afin de compenser les pertes de marchés subies par les producteurs de coton brésiliens. Après une procédure d'appel défavorable aux États-Unis et deux ans de pressions diplomatiques, le Brésil s'est résigné à imposer une première série de sanctions commerciales. Elles concernent 102 produits et représentent des augmentations de tarifs qui vont de 14 % à 100 % de leur valeur. À moins d'un revirement de situation – ce qui est fort improbable – et d'une révision complète des programmes de subventions agricoles, les hausses tarifaires entreront en vigueur le 7 avril 2010. Cette première phase de sanctions commerciales qui s'élèvera pour l'année 2010 à 591 millions de \$ É-U, devrait être suivie d'une deuxième tranche de rétorsions s'élevant à 238 millions de \$ É-U et s'appliquant à des droits de propriété intellectuelle américains. Cette deuxième tranche sera annoncée au courant des prochaines semaines.

Les produits visés sont principalement de nature agricole, à l'exception de l'augmentation notable de 15 points de pourcentage des tarifs sur les importations de véhicules et de pièces automobiles. Le tarif sur les véhicules en provenance des États-Unis passerait ainsi de 35 % à 50 %. Le Brésil a cherché à cibler les produits de consommation afin d'éviter d'affecter les chaînes

---

<sup>3</sup> Pour consulter le résumé des procédures de règlement dans l'Affaire DS267, consulter la page suivante sur le site de l'OMC : [http://www.wto.org/french/tratop\\_f/dispu\\_f/cases\\_f/ds267\\_f.htm](http://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds267_f.htm)



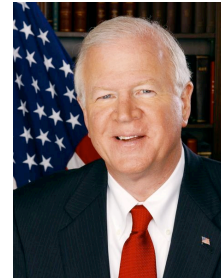
## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 mars 2010

de valeur associées aux produits des secteurs primaires ou secondaires. À l'exception notable des produits de coton américains, qui se voient imposer symboliquement un tarif de 100 %, soit une augmentation de 92 points. La plupart des augmentations de tarifs annoncées ne sont pas considérées comme prohibitives et s'élèvent environ à 20 % en moyenne de la valeur des produits.

Le ministère des Affaires étrangères brésilien a fait savoir qu'il était prêt à suspendre ces rétorsions moyennant une promesse écrite de la part du gouvernement américain de modifier son programme de garantie de prêt *General Sales Manager* (GSM-102) géré par le Département de l'Agriculture. En 2009, le Brésil avait suggéré de prendre comme base au règlement du différend les discussions sur l'agriculture du cycle de Doha. Le Bureau du Représentant américain pour le commerce s'est dit prêt à travailler avec le Congrès dans l'éventualité probable où une entente au niveau exécutif ne permettrait pas à elle seule de rendre la législation américaine conforme à la décision de l'ORD.

Malgré le précédent important créé par la décision de l'Organe de règlement des différends de l'OMC et le désir marqué de l'Administration Obama d'éviter toute forme de représailles qui pourraient nuire à la croissance du commerce avec le marché émergent brésilien, la modification des politiques de subventions agricoles aux États-Unis pourrait s'avérer un processus long et délicat, et ce, pour plusieurs raisons. Premièrement, la valeur des exportations américaines de biens vers le Brésil ne totalisait que 15 milliards de \$ É-U en 2008 sur un total de près de 1000 milliards de \$ É-U, faisant du Brésil le 10<sup>e</sup> partenaire commercial des États-Unis. La taille relativement limitée du marché brésilien pour les exportateurs américains pourrait limiter l'empressement de l'Administration à agir. Deuxièmement, la modification des programmes en cause exige le concours législatif du Congrès, où de fortes réactions sont à prévoir. Déjà, la présidente du Comité sénatorial sur l'Agriculture, Blanche Lincoln (D-AR) et le chef de la minorité (*ranking minority member*) du même comité, Saxby Chambliss (R-GA), ont fortement condamné les représailles brésiliennes. Cette opposition est appuyée par un puissant lobby agricole, mené en tête par le *National Cotton Council*. Troisièmement, la modification des pratiques de subventions agricoles s'appliquerait à d'autres secteurs agricoles ce qui pourrait accroître l'ampleur du mécontentement populaire et de la réaction politique dans de nombreux États clés du centre des États-Unis.



Le Sénateur Saxby Chambliss (R-GA)



La Sénatrice Blanche Lincoln (D-AR)

Pour consulter le communiqué de presse conjoint concernant les représailles commerciales brésiliennes et émis par les Sénateurs Lincoln et Chambliss du Comité sénatorial sur l'Agriculture, voir : <http://ag.senate.gov/site/lincolnnews.html>

Pour consulter le communiqué de presse émis par le National Cotton Council, voir : <http://www.cotton.org/news/releases/2010/brazstate.cfm>

Source : Jamie Strawbridge, « Brazil Open To Cotton Deal If U.S. Agrees To Change Farm Programs », *Inside US Trade*, vol. 28, no 10, 12 mars 2010, p. 1, 19-21. « Brazil Targets Wheat, Automobiles, Cotton Products In Retaliation List », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 10, 12 mars 2010, p. 21-22.



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 mars 2010

---

## Études économiques et articles connexes

AFP, « Malaysia studying new regional trade pact with US », *Channel News Asia*, 12 mars 2010, en ligne:

[http://www.channelnewsasia.com/stories/afp\\_asiapacific\\_business/view/1043072/1/.html](http://www.channelnewsasia.com/stories/afp_asiapacific_business/view/1043072/1/.html)

Andrew Malandrino, « Indonesia, United States Partner to Advance Free and Fair Trade », *America.gov*, 5 mars 2010, en ligne : *America.gov* <http://www.america.gov/st/business-english/2010/March/20100305113935jaonirdnalam0.4683583.html?CP.rss=true>

Doug Palmer, « Obama criticized for Mexico, Brazil sanctions », *Reuters*, 9 mars 2010, en ligne : Reuters

[http://www.reuters.com/article/idUSTRE6283NR20100309?loomia\\_ow=t0:s0:a49:g43:r1:c1.000000:b31613196:z0](http://www.reuters.com/article/idUSTRE6283NR20100309?loomia_ow=t0:s0:a49:g43:r1:c1.000000:b31613196:z0)

George Parker, « Brown and Sarkozy hit at US over tanker deal », *Financial Times*, 13 mars 2010, p. 1.

Iuri Dantas, « Brazil Raises Tariffs on U.S. Goods, to Break Patents », *Bloomberg*, 8 mars 2010, en ligne : Bloomberg

<http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=aGCAoAdsHL5g#>

James Politi et Jonathan Wheatley, « Brazil moves closer to showdown over US cotton subsidies », *Financial Times*, 8 mars 2010, en ligne: *Financial Times*

[http://www.ft.com/cms/s/0/02133d6e-2a52-11df-b940-00144feabdc0.html?nclick\\_check=1](http://www.ft.com/cms/s/0/02133d6e-2a52-11df-b940-00144feabdc0.html?nclick_check=1)

James Politi et Jonathan Wheatley, « Tax move by Brazil risks US trade war », *Financial Times*, 8 mars 2010, en ligne: *Financial Times* <http://www.ft.com/cms/s/0/dbf4284c-2afa-11df-886b-00144feabdc0.html>

Kartikay Mehrota, « India, US to ink trade pact on March 18 », *Indian Express*, 9 mars 2010, en ligne: *Indian Express* <http://www.indianexpress.com/news/india-us-to-ink-trade-pact-on-march-18/588434/0>

Lori Wallach, « USTR's 2010 Trade Policy Agenda: The Good, The Bad, and the Bizarre », *Public Citizen*, 1<sup>er</sup> mars 2010, en ligne:

<http://www.citizen.org/pressroom/pressroomredirect.cfm?ID=3058>

Merle David Kellerhals Jr., « Obama Initiative Seeks Shift to Export-Driven Economy », *America.gov*, 10 mars 2010, en ligne : *Amrica.gov*

<http://www.america.gov/st/business-english/2010/March/20100310143139dmslahrellek0.2839014.html?CP.rss=true>



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 18 mars 2010

---

## Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique :** Christian Deblock

**Recherche et rédaction :** David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

